



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*M. Prud'homme*

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

***Portant inscription au titre des monuments historiques de  
l'église Saint-Etienne à SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY  
(Pyrénées-Atlantiques)***

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 12 décembre 2013,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

**CONSIDERANT** que l'église Saint-Etienne de SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY (Pyrénées-Atlantiques) présente au point de vue de l'art et de l'histoire un intérêt suffisant pour en rendre désirable la conservation, la commission s'est prononcée pour l'inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-Etienne de SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY (Pyrénées-Atlantiques).

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est inscrite au titre des monuments historiques en totalité l'église Saint-Etienne de SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY (Pyrénées-Atlantiques), située sur la parcelle 170 d'une contenance de 31a 80ca figurant au cadastre section AD et appartenant à la commune de SAINT-ETIENNE-DE-BAÏGORRY (Pyrénées-Atlantiques), numéro SIREN 64 133 477, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Article 2** : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Madame la Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Pyrénées-Atlantiques.

**Article 3** : Il sera notifié au Préfet du département des Pyrénées-Atlantiques et au maire concerné, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le

**18 AVR. 2014**

Le Préfet de Région  
Michel DELPUECH